

À la fin du premier trimestre 2026, le ratio de dette publique s'établit à 117,5 % du PIB

Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques (APU) - premier trimestre 2026

Informations Rapides · 25 juin 2026 · n° 158

Avertissement

Le calcul de la dette trimestrielle mobilise des sources qui peuvent être sujettes à révision pendant plusieurs trimestres.

Pour une période donnée, la variation de la dette ne permet pas de déduire le déficit public, en raison notamment de l'existence d'actifs financiers et de passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

La dette publique au sens de Maastricht est consolidée : les contributions à la dette publique, calculées pour les sous-secteurs des administrations publiques ou pour une entité en particulier, excluent les dettes vis-à-vis d'autres administrations publiques.

Au premier trimestre 2026, la dette publique augmente de 75,6 Md€ par rapport au trimestre précédent et s'établit à 117,5 % du PIB

À la fin du premier trimestre 2026, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 536,1 Md€, soit une augmentation de 75,6 Md€, après -23,6 Md€ au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle s'établit à 117,5 %, après 115,7 % au quatrième trimestre 2025. La hausse de la dette publique s'accompagne d'une hausse de la trésorerie des administrations publiques (+21,3 Md€ après -31,1 Md€), si bien que la dette nette augmente moins que la dette brute (+55,6 Md€) et s'établit à 109,7 % du PIB, après 108,5 % au quatrième trimestre 2025.

La dette de l'État et la dette des organismes divers d'administration centrale augmentent

Au premier trimestre 2026, la contribution de l'État à la dette publique augmente de 66,3 Md€, après une baisse de 22,6 Md€ au trimestre précédent. L'encours de titres négociables de long terme de l'État augmente (+58,4 Md€), tout comme les titres négociables de court terme (+7,9 Md€). L'État augmente en parallèle sa trésorerie (+28,1 Md€), si bien que sa dette nette augmente moins que sa dette brute (+39,3 Md€).

La contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) à la dette augmente (+0,3 Md€ après -0,2 Md€ au trimestre précédent). Leur encours d'obligations de long terme diminue (-0,2 Md€), tandis que les crédits de court terme augmentent (+0,5 Md€). En particulier, SNCF Réseau augmente légèrement sa dette (+0,2 Md€).

La dette des administrations de sécurité sociale augmente

La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette publique augmente (+8,2 Md€, après -13,0 Md€ au trimestre précédent), du fait de l'Urssaf Caisse Nationale (+10,8 Md€), de l'Unedic (+1,2 Md€) et de la CNAM (+0,5 Md€). À l'inverse, la dette de la Cades diminue (-3,5 Md€), tout comme celle de la Cnaf (-0,9 Md€). Cette augmentation de la dette des Asso recouvre une hausse des titres négociables de court terme (+4,2 Md€), des titres négociables de long terme (+2,3 Md€) et des prêts de court terme (+2,0 Md€), tandis que l'encours de prêts de long terme diminue (-0,3 Md€).

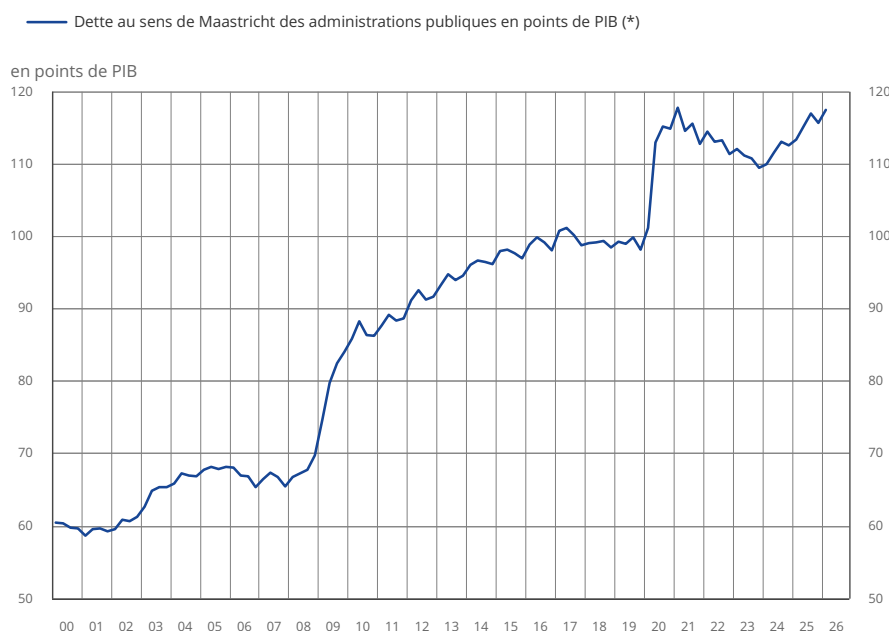
La hausse de la dette des Asso s'accompagne d'une diminution de leurs actifs de 7,2 Md€, notamment de leur trésorerie pour -6,7 Md€, et de leur détention d'obligations de long terme (-0,4 Md€), si bien que la dette nette des Asso augmente davantage que leur dette brute (+15,4 Md€).

La dette des administrations publiques locales augmente

Au premier trimestre 2026, la dette publique des administrations publiques locales (Apul) augmente de 0,8 Md€, après +12,2 Md€ au trimestre précédent. L'augmentation de leurs titres de long terme (+2,3 Md€) et de leurs prêts de court terme (+1,1 Md€) est atténuée par une baisse des encours de crédits de long terme (-2,3 Md€) et de leurs obligations de court terme (-0,3 Md€). En parallèle, les Apul augmentent leur détention de crédits (+0,2 Md€), si bien que leur dette nette augmente légèrement moins que leur dette brute (+0,6 Md€).

Les communes diminuent leur dette (-0,6 Md€), de même que les départements (-0,9 Md€), tandis que les régions s'endettent (+1,8 Md€), tout comme les organismes divers d'administration locale (+0,4 Md€ dont +0,6 Md€ pour Île-de-France Mobilité) et les syndicats des collectivités locales (+0,1 Md€).

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en points de PIB (*)



(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

en milliards d'euros

	2025T1	2025T2	2025T3	2025T4	2026T1
Ensemble des adm. publiques	3 346,3	3 417,2	3 484,1	3 460,5	3 536,1
en point de PIB (*)	113,4 %	115,2 %	117,0 %	115,7 %	117,5 %
<i>dont, par sous-secteur, consolidée (*) :</i>					
État	2 722,9	2 787,2	2 845,3	2 822,7	2 889,0
Organismes divers d'adm. centrale	69,5	68,5	69,2	69,0	69,3
Administrations publiques locales	263,2	263,1	263,5	275,7	276,5
Administrations de sécurité sociale	290,7	298,4	306,0	293,1	301,2
<i>dont, par instrument :</i>					
Dépôts	38,6	41,8	44,7	42,7	42,9
Titres négociables	2 998,5	3 064,6	3 124,1	3 096,2	3 170,8
<i>court terme</i>	259,9	272,1	271,0	270,9	282,7
<i>long terme</i>	2 738,6	2 792,5	2 853,1	2 825,3	2 888,1
Crédits	309,2	310,7	315,2	321,6	322,3
<i>court terme</i>	14,1	16,5	19,9	14,1	17,7
<i>long terme</i>	295,1	294,2	295,3	307,4	304,6

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus ».

Source : Comptes nationaux base 2020 - Insee, DGFIP, Banque de France.

Au premier trimestre 2026, la dette publique nette augmente de 55,6 Md€

L'analyse de l'endettement des administrations publiques (APU) peut être complétée par les actifs financiers qu'elles détiennent. La construction de la dette nette les prend en compte en soustrayant à la dette brute des APU les actifs que ces dernières détiennent sur le même champ d'instruments financiers. La dette nette des administrations publiques s'élève à 3 301,1 Md€ au premier trimestre 2026 soit 109,7 % du PIB, après 108,5 % au quatrième trimestre 2025. Elle augmente de 55,6 Md€, après +8,1 Md€ au trimestre précédent. L'écart de 20,0 Md€ avec la hausse de la dette brute s'explique principalement par l'augmentation de la trésorerie de l'État (+28,1 Md€), partiellement compensée par la diminution de celle des Asso (-6,7 Md€).

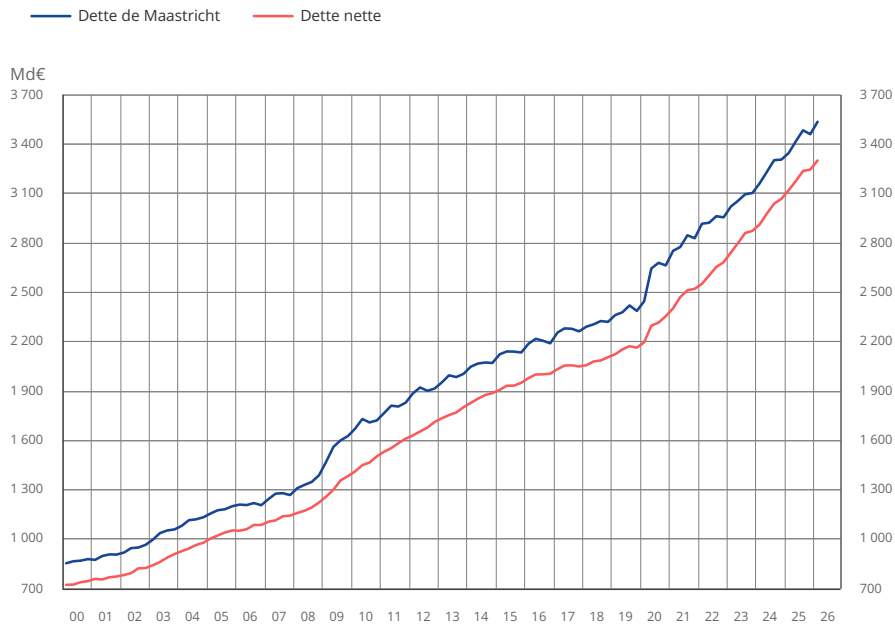
La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2025T1	2025T2	2025T3	2025T4	2026T1
Ensemble des adm. publiques	3 120,3	3 175,7	3 237,4	3 245,5	3 301,1
dont :					
État	2 618,2	2 672,5	2 724,7	2 727,3	2 766,5
Organismes divers d'adm. centrale	37,0	35,6	37,1	37,4	37,8
Administrations publiques locales	249,3	249,0	249,3	261,4	261,9
Administrations de sécurité sociale	215,8	218,7	226,2	219,5	234,8

Source : Comptes nationaux base 2020 – Insee, DGFIP, Banque de France.

Dette au sens de Maastricht et dette nette



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'organismes de placement collectif diminue au premier trimestre 2026

Une appréciation plus complète de la situation financière des APU passe par l'analyse d'actifs qui n'entrent pas dans la définition de la dette nette. Ainsi, au premier trimestre 2026, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif détenus par les APU diminue de 3,5 Md€ (après +8,8 Md€ au trimestre précédent) et s'établit à 314,7 Md€. Cette baisse est portée par les Asso (-1,9 Md€) et les Odac (-3,0 Md€), tandis que la valeur des actions cotées et titres d'OPC de l'État augmente (+1,4 Md€).

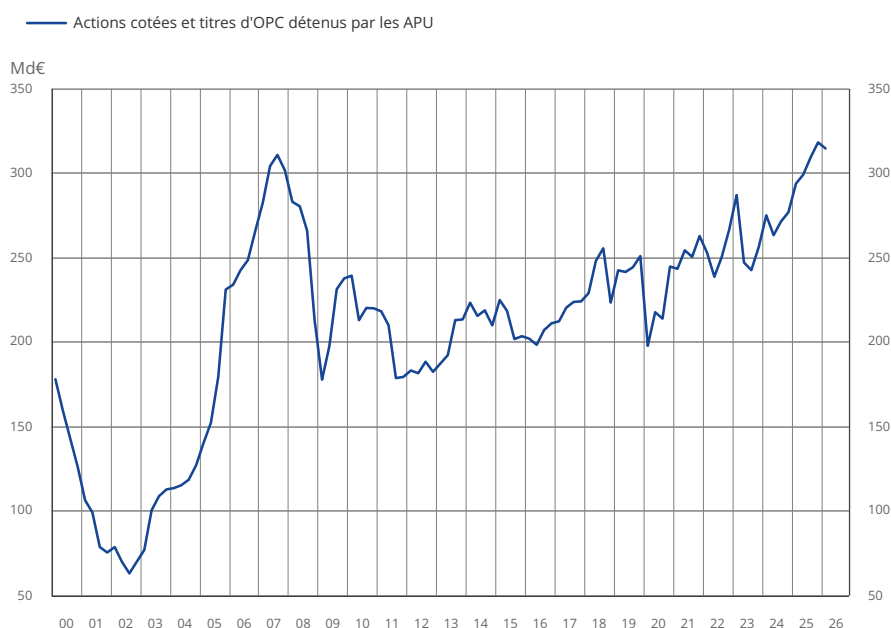
Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2025T1	2025T2	2025T3	2025T4	2026T1
Ensemble des adm. publiques	293,9	299,2	309,4	318,3	314,7
dont :					
État	64,5	70,0	73,4	73,6	75,0
Organismes divers d'adm. centrale	62,9	63,3	65,7	68,0	65,0
Administrations publiques locales	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Administrations de sécurité sociale	166,2	165,7	170,1	176,5	174,6

Source : Comptes nationaux base 2020 – Insee, DGFIP, Banque de France.

Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



Source : Comptes nationaux - Insee, DGFIP, Banque de France.

Pour en savoir plus

Au dernier trimestre d'une année, le produit intérieur brut (PIB) utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

La méthodologie est disponible dans l'onglet « Documentation » de la page de l'indicateur sur [insee.fr](https://www.insee.fr).

Prochaine publication : le 29 septembre 2026 à 8h45.

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous sur Bluesky (@Insee.fr) et sur X (@InseeFr)



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Direction de la publication : Fabrice Lengart
ISSN 0151-1475